

Nouvelles Francophones du Marché du Carbone et du MDP

Numéro 107 – 10 février 2008



Le marché du MDP reste instable... peu de visibilité pour le futur

Entre la proposition de la Commission Européenne en début 2008 de ne pas autoriser l'utilisation, entre 2013-2020, d'URCEs résultant de l'après 2012 par des installations européennes soumises à un quota d'émissions en GES, l'arrivée sur le marché de crédits carbone de la MOC, et de l'échange des permis d'émissions, les fonds d'investissements hésitent de plus en plus à investir dans des projets MDP. Dans ce contexte, un projet qui démarre en 2009 n'a pratiquement que trois années de crédits dont la vente est garantie, et la démonstration même de l'additionnalité de ces projets devient limite avec des revenus d'URCEs de 3 ans seulement pour débloquer financièrement un projet !!!

Plus d'offre de crédits et peu de visibilité sur le moyen terme... Les prix s'en ressentent. On est à des URCEs sur le marché secondaire assurées et garanties autour des 14 €, et des prix planchers pour des projets MDP en cours de montage vers les 8 €. Le risque de voir cette situation s'empirer demeure.

L'espoir pourrait venir des EUA, de l'Australie, du Japon ou du Canada, acheteurs potentiels de crédits carbone. En effet, les marchés carbone régionaux existants ou en montage dans ces pays semblent garder une petite place pour des URCEs... Mais quelle place, pour quand et comment ? Des incertitudes qui persistent et qui laissent le MDP en crise, surtout dans l'ambiance actuelle d'une récession économique menaçante.

Les URCEs seraient utilisables dans le système d'échange des émissions de l'Australie

Le système d'échange des émissions en GES australien, en cours de finalisation, devrait démarrer en 2010. Selon les responsables Australiens, ce système permettra l'accès au marché international du carbone et en particulier aux crédits MDP. Il sera conçu de manière à permettre un équilibre entre les objectifs et intérêts économiques nationaux de l'Australie et l'opportunité de lier ce système aux autres marchés du carbone en vue de former un marché mondial émergent du carbone.

Le système aura une couverture maximale de gaz à effet de serre et de secteurs. Il semblerait que plus de 70 % des émissions nationales de l'Australie en GES peuvent être couvertes par l'échange d'émissions.

Le nouveau Gouvernement australien, élu à la fin de novembre 2007, a ratifié le protocole de Kyoto au cours de sa première journée en fonction et en a fait l'annonce à Bali. Il s'est aussi engagé

à réduire les émissions de l'Australie en 2050 à un niveau inférieur de 60 % à celui de l'an 2000. Un objectif pour le moyen terme est en cours d'étude actuellement par le Gouvernement.

Un premier projet indonésien évitant la déforestation certifié

Un projet visant à conserver les forêts tropicales dans la province indonésienne d'Aceh est le premier de ce type à avoir été certifié au niveau international. Ce projet, qui suscite beaucoup d'intérêt auprès des acheteurs de crédits carbone, peut générer annuellement de l'ordre de 3,4 millions de TCO₂eq.

Il a été certifié par un validateur reconnu au niveau international : Climat, Communauté et Biodiversité Alliance (CCBA).

Les crédits de réduction des émissions générées par la déforestation évitée ne pouvant être utilisés pour la conformité aux objectifs du protocole de Kyoto, les acheteurs potentiels de ces crédits sont plutôt du marché volontaire. Ces crédits ont cependant de grandes chances de faire partie du régime Post 2012 du marché du carbone, après les accords conclus à Bali sur ces aspects. C'est une expérience à suivre par les pays en développement en attendant l'après 2012, en particulier par ceux où la déforestation menace et où des moyens pour y faire face manquent.

Prix planchers pour les crédits MOC de l'Ukraine

L'Ukraine a décidé de définir un prix minimum de vente de la tonne de carbone résultant de projets MOC mis en œuvre dans ce pays. Il s'agit donc du second pays ayant adopté cette approche après la Chine dans le cadre du MDP. Le minimum défini par la Chine pour ses projets MDP est de 8 € l'URCE. Le minimum pour la tonne MOC de l'Ukraine sera défini prochainement par l'Agence nationale d'investissement, puis approuvé par les ministres de l'environnement, de l'économie et des finances.

Notons que le niveau des émissions en GES de l'Ukraine a chuté de moitié depuis 1990 suite à la restructuration économique et à sa sortie de l'Union Soviétique. L'Ukraine a l'intention de vendre 1,2 milliards de tonnes de crédits carbone excédentaires durant les cinq prochaines années. Il s'agit du second pays de l'Est, après la Russie, au niveau de son potentiel en crédits excédentaires. Ce sont ces crédits carbone qui viennent aussi fragiliser le MDP et ses URCEs !

Philippines : Suppression des ampoules à incandescence

Les Philippines envisagent d'ici janvier 2010 de supprimer progressivement les ampoules à incandescence et leur remplacement par des lampes fluorescentes compactes (LFC) dotées d'un meilleur rendement énergétique. Il s'agit d'un effort visant à réduire les émissions en GES et à réduire les coûts d'énergie des ménages. Ceci pourrait réduire les émissions de ce secteur de près de 2 millions de tonnes de CO₂eq par an aux Philippines. Les Philippines seront ainsi le premier pays d'Asie à arrêter l'utilisation d'ampoules incandescentes.

Cette décision des Philippines survient juste quelques mois après une décision similaire de l'Australie et du Canada et seulement un mois après que les nations en développement ont promis de réduire les émissions en gaz à effet de serre au sommet de Bali.

Les ampoules éco-énergétiques ont depuis longtemps été citées comme l'un des moyens de réduire les émissions en GES. Généralement, les LFC utilisent environ 20 pour cent de la puissance que les ampoules normales utilisent. Notons enfin que le matériel d'éclairage électrique génère des émissions estimées à 70% de celles de tous les véhicules de passagers du monde, selon la Banque Asiatique de développement.

Les autres pays en voie de développement devraient suivre et tant qu'à faire considérer des Programmes MDP leur permettant de financer cette politique. À suivre !

Fonds de plusieurs milliards de \$ pour les technologies propres dans les pays pauvres

Les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et le Japon se préparent à lancer un fonds de plusieurs milliards de dollars destiné à aider les nations en développement à accéder aux technologies propres et ce dans le cadre de l'effort mondial de lutte contre le changement climatique. Ce fonds sera administré par la Banque Mondiale et appuiera les promoteurs publics et privés de projets réduisant les émissions en GES dans les pays en développement.

Les responsables de cette initiative la justifient par l'évolution future de la demande en énergie et ses perspectives dans les pays en développement. Cette demande sera en 2030 de 55% supérieure à celle d'aujourd'hui et nécessitera plus de 10 000 milliards de \$ en investissements. Les ¾ de cet accroissement de la demande énergétique viendront des pays en développement. C'est donc en dotant ces pays de technologies propres que l'on pourra maîtriser la demande énergétique mondiale de demain et donc les émissions futures en GES.

Projets MDP sur le site de la CCNUCC : 10 février 2008

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : ***plus de 2 800 projets avec 2,6 milliard de TCO₂eq attendues avant 2012***
- Projets soumis pour enregistrement : ***41 (8 720 161 TECO₂/an)***
- Projets enregistrés : ***935 (191 279 841 TECO₂/an) dont 15 dans des pays francophones : 3 en Égypte, 1 au Laos, 4 au Maroc, 3 en Moldavie, 2 au Vietnam et 2 en Tunisie***
- URCEs émises : ***115 382 359 URCEs***
- Méthodologies de ligne de base : ***108 approuvées (45 Grands projets, 18 consolidées, 11 pour le boisement/reboisement et 34 pour les Petits Projets)***
- AND notifiées : ***128 dont 102 situées en pays non Annexe I (27 en pays francophones)***
- Entités Opérationnelles Accréditées : ***18 dont 7 vérifications***

- Prix de l'URCE entre 2008-2012 : **de 6 à 14 € (6 pour des URCEs de projets à risque moyen, 8 pour des URCEs de projets à risque faible, 9 à 11 URCEs de projets enregistrés, 14 € pour des URCEs émises !)** ; prix pour Post 2012 : ???

Portail MDP Francophonie

Un portail MDP a été créé et mis en place par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP. Il peut être consulté sur le site de l'IEPF à l'adresse suivante : <http://www.iepf.org/ifp-mdp>.

De l'information sur la validation /enregistrement de projets MDP par le CE sur :

- Autorités Nationales Désignées du MDP - AND MDP : <http://cdm.unfccc.int/DNA>
- Entités Opérationnelles Désignées EOD : <http://cdm.unfccc.int/DOE/list>
- Projets enregistrés : <http://cdm.unfccc.int/Projects/registered.html>
- Méthodologies de Lignes de base et de suivi pour les projets : <http://cdm.unfccc.int/methodologies>
- Méthodologies approuvées : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAMethodologies/approved.html>
- Méthodologies en cours de révision <http://cdm.unfccc.int/methodologies/process?cases=B>
- Méthodologies non approuvées : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAMethodologies/publicview.html?cases=C>
- Méthodologies approuvées pour les projets de petite échelle : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/SSCmethodologies/approved.html>
- Projets MDP en cours de validation et proposés pour commentaires du public <http://cdm.unfccc.int/Projects/Validation>

Glossaire

BM	: Banque Mondiale
B/RB	: Boisement /Reboisement
CCNUCC	: Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDP	: Conférence des Parties à la CCNUCC
DD	: Développement durable
DDP	: Document Descriptif de Projet MDP
CC	: Changements Climatiques
CE	: Commission Européenne
CE MDP	: Conseil Exécutif du MDP
CSC	: Captage et Stockage du Carbone
EE	: efficacité énergétique
EOD	: Entité Opérationnelle Désignée
ER	: Énergies renouvelables
EUA	: États-Unis d'Amérique
GES	: gaz à effet de serre
GIEC	: Groupe Intergouvernemental chargé des Études Climatiques
IEPF	: Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie
IFP MFDP	: Initiative Francophone de Partenariat pour le MDP
MDP	: Mécanisme pour un Développement Propre
MOC	: Mise en œuvre Conjointe
NIP	: Note d'Information de Projets MDP
NF MDP	: Nouvelles Francophones du MDP
PED	: Pays En voie de Développement
PK	: Protocole de Kyoto
PNAQE	: Plan National d'Allocation de Quotas d'Émissions

PNAQE 1 : pour 2005-2007
PNAQE 2 : pour 2008-2012
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RDP : Réunion des Parties au PK
UE : Union Européenne
URCE : Unité de Réduction Certifiée des Émissions en GES (1 tonne CO₂eq)
URVE : Unité de Réduction Volontaire des Émissions (1 tonne CO₂eq)
UTCF : Utilisation des terres, leurs changements et la forêt

- 'Nouvelles Francophones du MDP' est un bulletin hebdomadaire édité par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat dans le domaine du MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal

- Abonnez vous à ce bulletin ici : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

*- Participez à la vie de ce bulletin en adressant vos premières expériences, vos acquis ainsi que vos besoins en matière de MDP à : **Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP, IEPF**
initiative-mdp-animateur@mediaterre.org*